

JEAN-MARC AYRAULT MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

ANDRE VALLINI
SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DU
DEVELOPPEMENT
ET DE LA FRANCOPHONIE

Communiqué de presse

Communiqué de presse

Paris, le 13 avril 2016 N° 721

Publication des chiffres de l'Aide Publique au Développement française pour 2015

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE vient de publier les chiffres préliminaires de l'Aide Publique au Développement 2015. L'aide publique au développement française pour 2015 s'établit à 8,3 milliards d'euros, soit 0,37% du revenu national brut (RNB), après 8 milliards d'euros en 2014.

La France est l'un des principaux bailleurs mondiaux. D'après les estimations préliminaires notifiées à l'OCDE, la France est le cinquième bailleur mondial d'Aide Publique au Développement en volume, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon.

La mobilisation de la France en faveur des pays les plus pauvres est en progression. La part des Pays les Moins Avancés (PMA) dans l'aide bilatérale de la France s'établit ainsi à près de 22%, ce qui représente une augmentation de 3 points par rapport à 2014.

Après avoir pris sa part dans les grandes échéances internationales de l'année 2015 sur le développement durable (Conférence d'Addis-Abeba, Agenda 2030 et Accord de Paris sur le climat), la France met en œuvre avec détermination ses engagements et accroît sa mobilisation dans la lutte contre la pauvreté. Entre 2013 et 2015, l'Aide Publique au Développement a contribué à la scolarisation de 2,6 millions d'enfants au primaire et au collège, à l'accès de 3,8 millions de personnes à une source pérenne d'eau potable, ainsi qu'appuyé le développement de 150 000 petites entreprises.

Avec la mise en œuvre des engagements pris en 2015 par le Président de la République lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, la France va augmenter de 4 milliards d'euros ses financements publics, sous forme de prêts de l'Aide Publique au Développement en faveur du développement durable d'ici à 2020, dont la moitié en faveur de la lutte contre le changement climatique. Parallèlement, la France augmentera les dons de l'ordre de 400 millions d'euros d'ici à 2020.

Cette trajectoire financière à horizon 2020 doit contribuer à replacer la France sur le chemin de l'objectif des 0,7% du PIB d'ici à 2030.

Contacts presse: